



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Conseil de sécurité

Briefing UNMIK

New York, le 27 avril 2023

Déclaration lue par l'Ambassadrice Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

Je remercie la représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission des Nations Unies au Kosovo pour son intervention et le travail de la Mission.

C'est la première fois que la Suisse se prononce sur le Kosovo en tant que membre de ce Conseil. Ce sujet nous touche de près, tant sur le plan politique que sociétal. Il y a plus de vingt ans, la Suisse a accueilli des milliers de réfugiés provenant des quatre coins des Balkans occidentaux. Ils font aujourd'hui partie intégrante de la société suisse et nourrissent nos liens étroits avec la région. La Suisse était parmi les premiers pays à avoir reconnu le Kosovo comme Etat indépendant. L'avenir du Kosovo, de sa population et la paix durable dans la région nous tiennent à cœur.

La Suisse s'engage au Kosovo et dans l'ensemble des Balkans occidentaux en faveur de sociétés pacifiques, multi-ethniques et prospères – des sociétés qui respectent et défendent les droits humains et l'état de droit. Nous nous félicitons des progrès réalisés par le Kosovo, notamment en matière de lutte contre la corruption et le crime organisé. Nous soutenons la perspective européenne du Kosovo et son intégration dans les structures et institutions internationales.

La coopération entre le Kosovo et la Kosovo Force (KFOR), la Mission « État de droit » de l'Union européenne (EULEX), la Mission de l'OSCE et le Conseil de l'Europe, ainsi que les agences onusiennes ont contribué à cette évolution positive. Nous reconnaissons également le travail important et de longue date effectué par la MINUK depuis 1999. Dans une perspective d'efficacité de l'ONU, il convient que sa présence soit à la mesure des réalités. C'est dans ce sens que la Suisse se tient prête à discuter de manière constructive d'un éventuel examen stratégique de la MINUK.

Le rapport du Secrétaire général fait état de six mois mouvementés. Je mettrai l'accent sur trois points :

Tout d'abord, il est essentiel de travailler à un renforcement de la confiance entre le Kosovo et la Serbie. La Suisse salue l'Accord sur la voie de la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie, facilité par l'Union européenne. La normalisation effective des relations reste en effet indispensable pour construire un terrain d'entente, préserver la stabilité et prévenir une résurgence du conflit. A présent, il s'agit de poursuivre cet élan positif et d'assurer que les engagements pris dans le cadre de l'Accord soient pleinement réalisés. Des progrès durables ne peuvent être atteints que par la poursuite d'un dialogue sincère, constructif et inclusif. La Suisse y contribue en mettant à disposition une plateforme informelle d'échanges entre des représentants des partis politiques des deux côtés, en appui du processus de normalisation mené par l'UE. La participation pleine, égale et significative des femmes doit être assurée tout au long du processus.

Mon deuxième point se réfère à la situation sécuritaire, qui s'est détériorée ces derniers mois. La Suisse déplore les nouvelles tensions observées dans le nord du Kosovo en particulier. Nous appelons les parties à éviter toute action et toute rhétorique qui puissent entraver les perspectives de réconciliation et de paix durable. Nous condamnons l'augmentation des incidents intercommunautaires, qui renforcent le sentiment d'insécurité et de méfiance entre les communautés et, partant, nuisent à leur rapprochement. Dans ce contexte, la KFOR continue de jouer un rôle essentiel en tant que garant d'un environnement stable et sûr au Kosovo. Forte de ce constat, la Suisse fournit d'ailleurs son plus important contingent militaire de maintien de la paix au profit de cette mission. S'agissant des récentes élections locales, la Suisse déplore que la communauté serbe du Kosovo n'y ait pas participé. Nous encourageons les dirigeants du Kosovo à rechercher le dialogue avec les représentants de la minorité serbe.

Finalement, le traitement du passé est essentiel pour prévenir une résurgence du conflit. Le droit de savoir, le droit à la justice, le droit à la réparation et le droit à des garanties de non-répétition pour toutes les victimes, quelle que soit leur appartenance, renforcent la résilience de la société. Nous nous félicitons du projet de stratégie inclusive du gouvernement du Kosovo pour la justice transitionnelle. Nous appelons les parties à coopérer dans ce domaine, avec une approche centrée sur les victimes et les survivants, également en matière de violences sexuelles commises durant le conflit. La Suisse soutient un engagement renouvelé visant à faire davantage de progrès sur la question des disparitions forcées ainsi que l'engagement continu du CICR à cette fin.

Nous appelons la Serbie et le Kosovo à poursuivre leurs efforts sur la base des progrès réalisés en faveur de la paix et de la sécurité en Europe. Conscients des innombrables relations familiales et culturelles qui nous relient à la région, nous accompagnerons les Balkans occidentaux sur ce chemin.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr. President,

I thank the Special Representative of the Secretary-General and Head of the United Nations Mission in Kosovo for her statement and the work of her Mission.

This is the first time that Switzerland pronounces itself on Kosovo as a member of this Council. This issue is of profound importance to us, both politically and socially. More than twenty years ago, Switzerland welcomed thousands of refugees from all over the Western Balkans. Today, they are an integral part of Swiss society and contribute to our close ties with the region. Switzerland was among the first countries to recognize Kosovo as an independent state. The future of Kosovo, its people and lasting peace in the region are close to our hearts.

Switzerland is committed to peaceful, multi-ethnic and prosperous societies in Kosovo and in the Western Balkans as a whole – societies that respect and defend human rights and the rule of law. We welcome Kosovo's progress, particularly in the fight against corruption and organized crime. We support Kosovo's European perspective and its integration into international structures and institutions.

Cooperation between Kosovo and the Kosovo Force (KFOR), the European Union Rule of Law Mission (EULEX), the OSCE Mission and the Council of Europe, as well as UN agencies, have contributed to this positive development. We also recognize the important and long-lasting work of UNMIK since 1999. In order for the UN to be effective, its presence must be commensurate with the realities. It is in this sense that Switzerland is ready to discuss constructively a possible strategic review of UNMIK.

The Secretary-General's report describes an eventful six months. I would like to emphasize three points:

First, it is essential to foster trust between Kosovo and Serbia. Switzerland welcomes the Agreement on the path to normalization of relations between Kosovo and Serbia, facilitated by the European Union. The effective normalization of relations remains essential in order to build common ground, preserve stability and prevent a resurgence of the conflict. The objective now is to build on this positive momentum and to ensure that the commitments made in the context of the Agreement are fully implemented. Sustainable progress can only be achieved through continued sincere, constructive and inclusive dialogue. Switzerland is contributing to this by providing an informal platform for exchange between representatives of political parties on both sides, in support of the EU-led normalization process. The full, equal and meaningful participation of women must be ensured throughout the process.

My second point refers to the security situation, which has deteriorated in recent months. Switzerland deplores the new tensions in northern Kosovo in particular. We call on the parties to avoid any action or rhetoric that could hinder the prospects for reconciliation and lasting peace. We condemn the increase in inter-communal incidents, which heighten the sense of insecurity and mistrust between the communities and thus undermine their rapprochement. In this context, KFOR continues to play an essential role as a guarantor of stability and security in Kosovo. In recognition of this, Switzerland is providing its largest military peacekeeping contingent to the mission. With regard to the recent local elections, Switzerland regrets that the Serbian community in Kosovo did not participate. We encourage Kosovo's leaders to seek dialogue with the representatives of the Serb minority.

Finally, dealing with the past is essential to prevent a resurgence of the conflict. The right to know, the right to justice, the right to reparation, and the right to guarantees of non-repetition for all victims, regardless of their affiliation, strengthen a society's resilience. We welcome the draft inclusive transitional justice strategy of the government of Kosovo. We call on the parties

to cooperate in this field, with a victim- and survivor-centered approach, also with regard to sexual violence committed during the conflict. Switzerland supports a renewed commitment to make further progress on the issue of enforced disappearances and the continued engagement of the ICRC to this end.

We call on Serbia and Kosovo to continue their efforts on the basis of the progress made for the benefit of peace and security in Europe. Mindful of the countless family and cultural ties that bind us to the region, we will accompany the Western Balkans on this path.

I thank you.